

NICOLAS SAHUGUET



Après des études de premier cycle en gestion à HEC Paris et une maîtrise en économie à l'EHESS, Nicolas Sahuguet a poursuivi ses études à Philadelphie, où il a obtenu en 2001 un Ph. D. en économie de l'Université de Pennsylvanie. Après quatre années passées au European Center for Applied Research in Economics and Statistics (Ecares) de l'Université Libre de Bruxelles, il est devenu en août 2005 professeur à l'Institut d'Économie appliquée à HEC Montréal. Il y enseigne la microéconomie et la théorie des jeux. Il est membre régulier du CIRPÉE depuis 2007 et chercheur associé au CEPR depuis 2005. Il a publié des articles dans de nombreuses revues

spécialisées comme le périodique *Review of Economic Studies*, le *Journal of Economic Theory*, le *Journal of Public Economics*, *Games and Economic Behavior*, et le *Journal of Law Economics and Organization*.

Les travaux de recherche de Nicolas Sahuguet ont comme thème unificateur l'analyse des comportements stratégiques. Il a appliqué la théorie des jeux dans des domaines variés, par exemple l'analyse du bluff dans les enchères, de la collusion entre Sotheby's et Christie's, ou encore de la manière dont les politiques de redistribution peuvent être utilisées stratégiquement par des politiciens pour des raisons électorales. Ses travaux récents poursuivent dans cette direction en ajoutant une dimension empirique.

L'article « Democratic peace and electoral accountability », écrit en collaboration avec Paola Conconi et Maurizio Zanardi, s'intéresse au phénomène de la paix démocratique et constate empiriquement qu'il survient très peu de conflits entre démocraties en comparaison avec les conflits entre dictatures ou entre dictatures et démocraties. La nouveauté de l'analyse consiste à regarder l'impact des limites de mandat qui, dans les régimes présidentiels, limitent la possibilité de réélection. Les résultats montrent que les régimes démocratiques entrent en conflit autant que les autres régimes quand le président en place n'a pas la possibilité de se représenter. Cela démontre que ce sont les élections qui, en forçant les gouvernants à rendre des comptes au peuple, sont à l'origine de la paix démocratique. Les limites de mandat, en diminuant la responsabilité des gouvernants lors de leur dernier mandat, diminuent l'efficacité de ce mécanisme.

L'article « Assessing racial discrimination in parole release », écrit en collaboration avec Stéphane Mechoulan, s'intéresse à la question de la discrimination raciale dans le système judiciaire américain en utilisant une base de données du National Correction Reporting Program sur les libérations conditionnelles. Un modèle théorique du comportement du Parole Board y est développé. Le résultat principal est que le moment de la libération conditionnelle est choisi stratégiquement par le Parole Board afin d'égaliser les risques potentiels de violation. Plus un prisonnier présente de risques, plus il devra purger une proportion importante de sa peine avant d'être libéré. Ce modèle permet de comparer les taux de violation des conditions entre groupes ethniques afin de déterminer si les Parole Boards traitent de manière identique les prisonniers en fonction de l'origine ethnique ou raciale.

Un récent travail mené en collaboration avec Edoardo di Porto et Nicola Persico, « Decentralizing deterrence with an application to labor tax auditing » s'intéresse à la mise en place de stratégies de dissuasion de mauvais comportements. En particulier, dans de nombreux contextes, on décentralise une stratégie de dissuasion en déléguant le travail à des auditeurs ou à des policiers. Il est souvent difficile de lier les intérêts des auditeurs individuels à ceux de la mission globale de dissuasion. Individuellement, un auditeur ne peut pas vraiment avoir d'impact sur la dissuasion globale et pour inciter les auditeurs à travailler fort, il faut souvent leur donner des incitants directs sur leurs résultats de détection. Un modèle général est développé pour découvrir empiriquement quels incitants sont donnés à des auditeurs et comment ces méthodes de dissuasion décentralisées s'éloignent de la stratégie optimale de dissuasion centralisée. Une application de ces méthodes est ensuite réalisée sur des données italiennes d'audit de l'inspection du travail.